

le rôle le plus insignifiant de l'histoire de cette organisation. Selon le professeur Peyton Lyon, le premier ministre—et je cite:

... répudiant la meilleure de nos traditions diplomatiques, en a ranimé la moins éclairée et la plus minable. Son invocation du culte de la souveraineté nationale n'est rien d'autre qu'un désir de revenir à la politique d'isolement, égocentrique et, somme toute, désastreuse, de l'entre-deux-guerres.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Je me rappelle ce temps, monsieur l'Orateur, et le premier ministre aussi. C'est une philosophie anti-libérale, réactionnaire. En conséquence, appuyé par mon honorable ami, l'honorable député de Peace River (M. Baldwin), je propose:

Que la motion soit modifiée par la suppression des mots «la politique du gouvernement de» et de tout ce qui suit le mot «et» et par l'addition de ce qui suit:

«condamne fortement le passage de l'internationalisme à l'isolationnisme que comportent la déclaration du premier ministre du 3 avril, et son discours du 12 avril.»

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, on demande aujourd'hui, à la Chambre d'approuver la déclaration que le premier ministre a faite le 3 avril dernier et qu'il a répétée aujourd'hui, avec quelques embellissements, sur notre politique vis-à-vis de l'OTAN.

Fait significatif, cette déclaration du 3 avril a été faite le lendemain du jour où le Parlement a ajourné. Le premier ministre semble avoir adopté la technique de de Gaulle, qui consiste à passer par-dessus la tête des représentants élus et à faire face aux caméras de la télévision qui ne peuvent lui répliquer. La déclaration que le premier ministre a faite à cette occasion et celle qu'il vient de faire aujourd'hui établissent en réalité l'absence de toute politique. D'abord il dit que d'après le gouvernement, le Canada devrait demeurer dans l'Alliance. Jusque-là, pas de changement. Ensuite, il dit que, en consultation avec nos alliés, nous envisageons une réduction graduelle et planifiée de nos effectifs au sein de l'OTAN en Europe. Cependant, lorsqu'on a demandé au premier ministre, au cours de l'interview télévisée qui a suivi sa déclaration, quand cette réduction s'effectuerait, il a répondu qu'il n'en savait rien. On lui a demandé dans quelle mesure les forces canadiennes seraient réduites et, encore une fois, il a répondu qu'il ne pouvait le dire. Nous en sommes à la première phase, expliqua-t-il, et il faudra attendre la deuxième. Monsieur l'Orateur, comment pouvons-nous juger la première phase si nous ignorons tout de la deuxième.

J'observe le premier ministre depuis 12 mois et depuis qu'il occupe son poste actuel. C'est incroyable comme il me fait penser à

[L'hon. M. Stanfield.]

feu William Lyon Mackenzie King qui, un jour, a tenu un référendum sur le thème suivant: «La conscription, si nécessaire, mais pas nécessairement la conscription.» La politique du premier ministre est maintenant celle-ci: «Réduction si nécessaire, mais pas nécessairement réduction». Il s'agit, bien entendu, des forces canadiennes au service de l'OTAN.

Si l'on examine la déclaration que le premier ministre a faite aujourd'hui, exclusion faite des banalités et des vieux clichés, nous constatons que le gouvernement ne propose réellement aucun changement important, soit dans sa politique étrangère, soit dans sa politique de défense. Le premier ministre lance des phrases comme: «Nous devons penser et non nous conformer», ou: «Le temps est venu d'effectuer des changements; nous ne devons pas craindre le changement». Mais de quel changement s'agit-il? Quel changement le gouvernement s'est-il engagé à effectuer? Absolument aucun. La décision du premier ministre signifie que nous resterons dans l'OTAN et qu'à une époque indéterminée il y aura peut-être une réduction indéterminée des forces canadiennes stationnées en Europe. Cela n'est certes pas la politique hardie et passionnante dont le premier ministre parlait il y a un an.

• (4.10 p.m.)

En fait, le premier ministre a encore une fois montré par ses paroles qu'il mettait la charrue avant les bœufs. A Calgary, le 12 avril, il a dit que c'était agir dans une fausse perspective que de laisser une alliance militaire déterminer sa politique étrangère. Mais c'est exactement ce que fait le gouvernement. Tout en prétendant attendre l'examen de notre politique étrangère, il s'est engagé envers l'OTAN et le NORAD, ce qui limite ainsi son aptitude à remplir efficacement ses autres obligations et à bien profiter des autres occasions offertes par la politique étrangère.

Le premier ministre nous a dressé la liste habituelle des généralités qui sont censées passer pour une politique étrangère libérale. Il a parlé du déséquilibre nucléaire, de la collaboration dans le règlement des conflits internationaux, de la force internationale de maintien de la paix, de la limitation des armements et de l'aide étrangère. Tels sont précisément les buts fixés par son prédécesseur, il y a six ans. Ce sont précisément les choses dont les porte-parole libéraux parlent depuis vingt ans.

Une voix: Que dire de Chypre?

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Mais les mesures et les programmes exposés d'une manière aussi vague et aussi générale n'ont pas été appliqués. Il n'y a pas eu de mise en pratique.